

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 31 (1994)  
**Heft:** 1183: Passions

**Artikel:** Plus que jamais l'Europe!  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1009566>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**Extrémisme:** Sur des points majeurs, les objectifs d'une action à court terme sont connus: aménagement du territoire, politique de l'habitat, éducation permanente, sécurité sociale, planification.

Idées galvaudées avant même d'être réalisées. Là, la politique à suivre est simple. Ces lieux communs des programmes électoraux sont, en fait, les pierres d'achoppement du régime. Il faut de manière directe, incessante, extrémiste, réclamer leur réalisation. Là, il ne s'agit pas d'imagination, mais d'énergie, celle qu'il faut pour taper sur les clous et parfois à côté sur les doigts.

Imagination dans la recherche, description des mécanismes réels, extrémisme dans la mise en place des idées prétendument reçues: Domaine public.

---

# Plus que jamais l'Europe !

*Editorial de DP n° 72, paru le 11 mai 1967*

M. Wilson a décidé de faire le saut. La Grande-Bretagne ne sera plus une île. Pour une fois les mots ne sont pas ampoulés: la décision est historique.

L'Association européenne de libre échange, à peine remise de la violation de contrat que fut l'augmentation unilatérale des taxes douanières par l'Angleterre, est à nouveau lâchée. Et cette fois la séparation de corps semble définitive. Pour deux raisons: parce que la France, même si elle ne veut pas faire de concessions, n'opposera pas son veto (ce pronostic, nous l'avons risqué, il y a plusieurs mois déjà); et aussi parce que les membres de l'AELE n'ont pas imposé à la Grande-Bretagne les mêmes conditions qu'en 1961; elle peut négocier pour son compte, sans avoir à attendre ses autres associés; elle est simplement priée de ne pas les oublier. Personne d'ailleurs ne se fait d'illusions sur cette mémoire; les sept de l'AELE se disent pragmatistes; ils se doivent donc de ne pas rêver sur leur altruisme réciproque; de toute façon, ce n'est pas le genre anglais. Chacun espère simplement qu'en défendant ses propres intérêts, l'Angleterre obtiendra quelques concessions, dont les autres à leur tour pourront se prévaloir.

La diplomatie suisse joue la sérénité. Et pourtant des signes d'énervement ! Maladresse, notre ardeur à nous distancer de l'Autriche, pour mieux faire l'éloge de la Suède, qui sait pourtant, elle, faire preuve de souplesse. Signe d'inquiétude que le voyage de M. Schaffner au Japon. Il a fait rire le Mikado, nous apprend la presse; c'est un succès. Dommage qu'on ne nous rapporte pas le mot; mais l'exportation de nos «witz» n'était pas le but du voyage; on comprend sans peine que le Japon, pays exportateur, membre de l'O.C.D.E. va être placé par le renforcement du Marché commun devant des problèmes

semblables aux nôtres; comme les Etats-Unis; comme certains membres du Commonwealth. La Suisse cherche une solution de rechange de leur côté.

Inquiétude helvétique, que l'on dissimule, devant les difficultés du Kennedy round. La diplomatie suisse, fidèle à sa ligne libre-échangiste, en attendait le maximum; une fois de plus, elle risque d'être déçue. Enfin, la Suisse a réussi à accréditer l'opinion que, de tous les pays européens, elle est le pays tête dure, la vieille garde, le réduit. Est-ce diplomatique ?

Telle est notre sérénité.

Les choses étant ce qu'elles sont, nous n'avons aujourd'hui, c'est évident, aucune décision spectaculaire à prendre. Et pourtant l'Europe doit devenir notre préoccupation majeure, de deux manières.

M. Schaffner, retour de Londres, a déclaré que le pays n'était pas pris au dépourvu. Le gouvernement, les industriels, l'administration, la nation entière suivent de près l'évolution de la situation. Nous serions prêts.

C'est inexact. Le débat national n'a pas encore eu lieu. Nous restons, à *Domaine public*, persuadés que les dirigeants de l'économie suisse demeurent hostiles à l'Europe. Récemment encore M. Robert Junod, un des patrons de la chimie bâloise, faisait dans une conférence publique, prononcée à La Chaux-de-Fonds, une déclaration ouvertement antieuropéenne. Nous savons que cette opinion n'engage pas que lui seul. Elle est représentative de la pensée du patronat bâlois. De formidables intérêts s'opposent à notre rapprochement avec l'Europe. Il est, certes, légitime que des responsables de notre économie disent non en fonction de leur situation propre. Mais cette opposition (à quelques exceptions près) ils ne l'ont pas encore justifiée publiquement. La discussion nationale est sous le boisseau. Peu nous chaut donc que l'administration demeure vigilante. Ce que nous demandons, c'est qu'on étale les cartes sur la table. Que veut la bourgeoisie d'affaires suisse, une des plus riches de l'Europe ? Quels sont ses intérêts ? Quand coïncident-ils avec ceux de la nation entière ?

Ensuite, nous devons dès maintenant nous préparer à choisir. La perspective de ce choix pourrait stimuler toute notre vie nationale; c'est l'antiscérosant dont nous avons besoin. L'aménagement du territoire, l'aide à l'agriculture, le financement des universités, de la recherche, la sécurité sociale, l'intégration des travailleurs étrangers, tout prendra une autre signification si nous sommes conscients que nous avons devant nous un délai court avant que nous répondions oui ou non.

Etre prêts, ce serait à la fois discuter sans arrière-pensée et agir. Tel n'est pas le cas.

Il ne faut pas confondre une conférence de presse de M. Schaffner avec un débat national.